

<b>Thèmes et questionnements</b>	<b>Comment expliquer l'instabilité de la croissance économique ?</b>
<b>Notions de terminale et acquis de première</b>	<b>Notions de Terminale :</b> Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, dépression, déflation <b>Acquis de première :</b> Inflation, chômage, demande globale

L'observation des fluctuations permettra de mettre l'accent sur la variabilité de la croissance et sur l'existence de périodes de crise

La croissance économique est un phénomène instable, un phénomène cyclique. A des périodes de croissance soutenue (expansion) succèdent des périodes de forts ralentissements, voire de recul de l'activité productive pendant une période plus ou moins longue (récession ou **dépression**). Au sens strict, le terme de **crise** désigne le point de retournement à la baisse de l'activité économique ; au sens large, il désigne l'ensemble de la période au cours de laquelle l'activité est déprimée, le chômage élevé, etc.; la **crise** se termine alors grâce à la « reprise ». La récession survient lorsque la croissance économique est négative pendant au moins six mois consécutifs. Lorsque la baisse de la production se prolonge, par exemple sur plusieurs années, on assiste à un phénomène de **dépression** économique.

On appelle **fluctuations économiques** l'ensemble des mouvements de ralentissement ou d'accélération du rythme de la croissance économique, mais aussi de baisse de l'activité économique. Le repérage des fluctuations s'opère grâce à des séries statistiques (annuelles, trimestrielles, mensuelles) qui portent sur le volume de la production (PIB mesuré en termes réels) mais aussi sur les prix, le chômage, le niveau des stocks, les carnets de commande des entreprises, etc.

On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des fluctuations (chocs d'offre et de demande, cycle de crédit), en insistant notamment sur les liens avec la demande globale.

**Un choc d'offre ou de demande désigne une variation de l'offre ou de la demande alors même que le niveau général des prix des biens et des services reste constant.**

Les chocs d'offre de l'économie : Un choc d'offre signifie que pour un même niveau de prix les entreprises sont en mesure d'augmenter leur offre ou sont contraintes de diminuer leur offre, c'est-à-dire leur niveau de production. Les chocs d'offre concernent les facteurs de production à savoir la quantité de travail, la quantité de capital et le progrès technique.

**Lorsque les chocs d'offre sont positifs les capacités de production augmentent et au final la croissance potentielle \*.**

Les chocs d'offre positifs peuvent concerner le **facteur travail** : accroissement de la quantité de travail du fait par exemple de la hausse de la population active occupée (solde naturel positif – décalage 20 ans- solde migratoire positif , modification des comportements en faveur de l'activité), ou également du fait de la hausse de la durée annuelle du travail ou encore d'une baisse du coût du travail.

Les chocs d'offre positifs peuvent concerner le **facteur capital physique** : hausse du stock de capital fixe grâce à l'investissement productif ou public.

Les chocs d'offre positifs peuvent concerner le **progrès technique** qui génère des gains de productivité : nouveaux équipements plus performants, accroissement de la qualification de la main d'œuvre, nouvelle organisation du travail, nouvelles matières premières et nouvelles sources d'énergies).

Exemples de chocs d'offre positifs : le baby-boom (1945-1965), la mise en œuvre de la politique de rigueur salariale en 1983, la baisse du prix du pétrole à l'été 2014, la mise en place du CICE et du Pacte de Responsabilité en 2014, le recours massif à l'immigration -cas de l'Allemagne depuis 2015 etc.

**Lorsque les chocs d'offre sont négatifs les capacités de production baissent et au final la croissance potentielle \*.**

Les chocs d'offre négatifs peuvent concerner le **facteur travail** : baisse de la quantité de travail (baisse de la population active due à un solde naturel négatif -épidémie, taux de natalité trop faible – et/ou un solde migratoire négatif), baisse de la durée annuelle du travail, hausse du coût du travail.

Les chocs d'offre négatifs peuvent concerner le **capital physique** : baisse de la quantité de capital fixe (Formation Brute de Capital fixe insuffisante par rapport à la dépréciation du capital fixe : Formation nette de capital fixe négative ; destruction d'une partie importante du stock de capital privé et public), disparition d'une énergie essentielle à l'activité économique (le pétrole par exemple).

Les chocs d'offre négatifs peuvent concerner le **ralentissement ou la baisse des gains de productivité**.

Exemples de chocs d'offre négatifs : la revalorisation très importante du SMIC en 1969, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, le tsunami au Japon en 2011, la baisse de la population active en Allemagne à partir de 2010, etc.

(\*) La croissance économique potentielle est évaluée par le taux de croissance du PIB potentiel, c'est-à-dire du PIB maximal qui pourrait être réalisé grâce à la pleine utilisation des facteurs de production disponibles. Le PIB potentiel est donc une évaluation de la production maximale qu'il serait possible de réaliser sans tensions inflationnistes ; c'est une mesure des capacités d'offre de l'économie. La croissance économique

potentielle dépend donc des facteurs de production que sont le travail, le capital et le progrès technique.

Les chocs de demande de l'économie : Un choc de demande désigne le fait que pour un même niveau de prix les agents économiques sont conduits à accroître ou à diminuer leur demande. Les chocs de demande concernent les moteurs de la croissance (INCITATION A PRODUIRE), à savoir : la consommation finale des ménages, l'investissement productif des entreprises, l'investissement public et les exportations. Les chocs de demande jouent sur la croissance économique effective (celle qui est effectivement réalisée).

**Lorsque les chocs de demande sont positifs, les agents pour un même niveau de prix sont conduits à accroître leur demande et dès lors, les entreprises sont incitées à produire plus et, si elles en ont les capacités, la croissance économique effective augmente.**

Les chocs de demande positifs peuvent concerner la **consommation finale des ménages**. Dans ce cas, ils trouvent principalement leurs origines dans l'accroissement du pouvoir d'achat des ménages : hausse des salaires, des revenus mixtes, des revenus de la propriété, hausse des prestations sociales, baisse des cotisations sociales salariales, baisse des impôts sur les revenus, baisse du chômage etc.

Les chocs de demande positifs se rapportant à l'**investissement productif des entreprises** sont notamment dus à : la hausse de la rentabilité de l'investissement (permise par une baisse des impôts pesant sur les entreprises ou une baisse des cotisations sociales patronales etc.), la hausse des capacités d'épargne, la baisse du taux d'intérêt débiteur (crédit bancaire ou sur les marchés financiers).

Les chocs de demande positifs concernant l'**investissement public mis à œuvre par l'Etat** peuvent concerner la décision par les pouvoirs publics par exemple de mettre en œuvre une politique de grands travaux ou d'accroître les dépenses dans des domaines jugés prioritaires : Education, Santé, Justice etc.

Enfin, les chocs de demande positifs touchant les **exportations** peuvent être provoqués par un accroissement de la qualité des produits (compétitivité structurelle ou hors-prix) ou encore une dépréciation de la monnaie nationale (qui conduit à une baisse du prix des produits nationaux exportés et une hausse des produits étrangers importés).

Exemples de chocs de demande positifs : la revalorisation très importante du SMIC en 1969, la politique de relance par la consommation mise en œuvre en 1981, la réunification allemande en 1989 pour les entreprises française, l'ouverture de la Chine à l'économie mondiale à partir des années 2000, la défiscalisation des heures supplémentaires pour les ménages en 2008, etc.

**A contrario, les chocs de demande négatifs qui vont avoir une influence négative sur la croissance effective, apparaissent lorsque la consommation finale, la consommation collective, l'investissement et les exportations, pour un même niveau de prix baissent ou ralentissent.**

Exemples de chocs de demande négatifs : les politiques d'austérité mises en place dans certains pays à partir de 2012, l'appréciation de l'euro face au dollar de 2002 à 2008, la hausse des prélèvements obligatoires pesant sur les ménages de 2007 à 2015, etc.

Les cycles de crédit : Les cycles de crédit trouvent généralement leur origine dans une situation marquée par la **baisse des taux d'intérêt et la facilité des crédits**. La baisse des taux et la facilité des crédits sont, alors, à l'origine d'une phase d'expansion portée par la hausse de la demande globale et notamment l'accroissement de l'investissement des entreprises (qui provoque une hausse du prix des biens d'équipements) et *in fine* du niveau de l'emploi (qui provoque une hausse des salaires). La croissance économique augmente, c'est la phase d'expansion. Dès lors, peut s'enclencher parmi certains agents un climat d'euphorie c'est-à-dire d'optimisme excessif. Plus précisément, les entreprises peuvent être incitées, dans ce contexte, à emprunter de manière excessive pour poursuivre leurs activités productives et même pour acquérir des valeurs mobilières et des biens immobiliers (elles bénéficient alors d'un effet de levier). Les ménages sont aussi incités à emprunter pour financer des achats qu'ils n'oseraient pas faire dans un contexte économique moins favorable. Certains ménages empruntent également pour acquérir des valeurs mobilières et immobilières. L'accroissement de la demande globale provoque une hausse des prix des biens et services de consommation mais également des actifs financiers et immobiliers. L'accroissement du prix des valeurs mobilières et des biens immobiliers (bulle spéculative) réduit la dette réelle des agents (qui ont l'impression d'être toujours plus riches), ce qui les incite à s'endetter encore davantage.

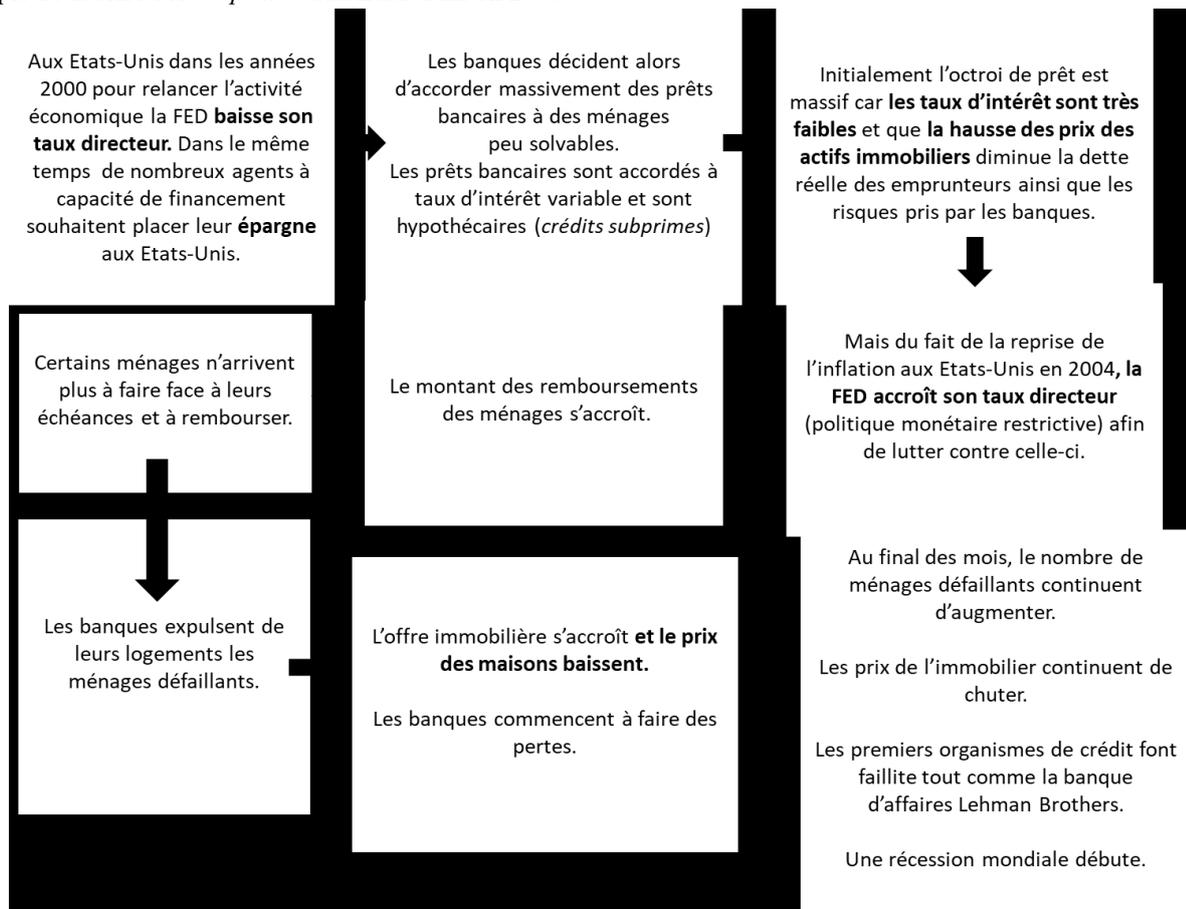
Mais, à terme, la sur-accumulation du capital, l'état de surinvestissement voire celui de surproduction finissent par renverser les anticipations (trop optimistes) et provoquer l'éclatement des bulles spéculatives sur les valeurs mobilières ou immobilières. C'est le début de la **crise**, le cycle se retourne. Dès lors, confrontés aux difficultés de remboursement de leurs clients les banques restreignent les crédits et accroissent leur taux d'intérêt. Une période de récession voire de **dépression** s'enclenche. C'est la **déflation** à savoir la contraction des prix des biens et des services de consommation mais aussi des actifs financiers, ainsi que des salaires et de la masse monétaire. En effet, la baisse du prix des valeurs mobilières et immobilières accroît la dette réelle des emprunteurs qui sont alors contraints de vendre davantage pour faire face à leurs échéances de remboursement. Certaines entreprises ou ménages qui ne peuvent pas faire face à leurs échéances font faillite entraînant dans leur déroute certaines banques qui font faillite à leur tour. La contraction du volume des crédits s'amplifie donc, ce qui freine les investissements et la consommation et *in fine* la croissance économique. Sur le marché des biens et services de consommations, le ralentissement voire la baisse brutale de la demande et la situation de surproduction conduisent à la baisse des prix des biens et des services de consommation. Or, les entreprises qui ne

peuvent faire face à la baisse des prix font faillite. Dans le même temps, le ralentissement de l'activité économique (voire la baisse de l'activité économique) provoque la montée du chômage, laquelle provoque la baisse des salaires ce qui renforce les effets négatifs sur la demande globale.

Néanmoins, selon l'analyse libérale, la reprise apparaît lorsque la **déflation** généralisée permet *in fine* une nouvelle hausse de la demande (c'est l'idée de la régulation par la faillite qui a été critiquée notamment par J. M. KEYNES). En effet, en théorie, selon les libéraux, la faillite des entreprises (les moins compétitives) provoque le recul de l'investissement lequel peut permettre une baisse des prix des biens d'équipements, de même que la hausse du chômage provoque une baisse des salaires. La réduction des coûts de production peut alors permettre la baisse des prix des biens et des services de consommation, ce qui peut conduire à un accroissement du pouvoir d'achat des ménages ce qui relance l'activité économique.

*Exemples :* La crise de 1929 aux Etats-Unis, la Déflation au Japon depuis les années 90, la crise des *subprimes* aux Etats-Unis en 2008.

L'exemple de la crise des *subprimes* aux Etats-Unis en 2008



[On analysera les mécanismes cumulatifs susceptibles d'engendrer déflation et dépression économique et leurs conséquences sur le chômage de masse](#)

La **déflation** désigne en économie la contraction des grandeurs économiques nominales et notamment, la baisse des prix sur l'ensemble des marchés, des salaires, ou de la réduction de la masse monétaire qui peut s'accompagner d'une contraction des grandeurs réelles à savoir la baisse de la production, la baisse de la demande ou encore la baisse du niveau de l'emploi.

En cas d'excès d'offre par rapport à la demande, selon l'école libérale la baisse des prix sur le marché des biens et des services doit permettre un retour à l'équilibre puisque d'une part elle provoque la faillite des entreprises les moins compétitives, c'est-à-dire celles dont les coûts de production sont les plus élevés et qui ne peuvent donc pas baisser les prix en deçà d'un certain seuil (baisse de l'offre) et une hausse du pouvoir d'achat des ménages (hausse de la demande). Toutefois, la faillite des entreprises peut notamment provoquer un accroissement du chômage. Si bien qu'en l'absence de revenus de substitution aux revenus d'activité, les ménages licenciés voient leur pouvoir d'achat baisser tandis que les autres sont incités à accroître leur épargne de précaution. Dès lors, la demande reste inférieure à l'offre et la baisse des prix des biens et services se poursuit. Et ce d'autant plus que la montée du chômage provoque une baisse des salaires ce qui renforce la baisse du pouvoir d'achat. Un cercle vicieux s'enclenche. Par ailleurs, la baisse des prix concerne non seulement les biens et services de consommation, mais également les prix des actifs financiers. Or, la baisse des prix des actifs financiers provoque une baisse du niveau de richesses des agents et un accroissement de la dette réelle pour ceux qui se sont endettés. La **déflation** peut alors se traduire par des faillites bancaires et des faillites d'entreprise. Le cercle vicieux s'amplifie, comme l'a parfaitement illustré la **crise** de 1929 et dans une moindre mesure la **crise** des subprimes de 2008 qui se sont accompagnées toutes deux d'un chômage de masse ; l'intervention de l'Etat pour relancer l'activité économique s'avère alors

nécessaire pour certains économistes (J. M. KEYNES).